

Pouvoir et autorité en Afrique noire : État des travaux

Monsieur Jacques Boyon

Citer ce document / Cite this document :

Boyon Jacques. Pouvoir et autorité en Afrique noire : État des travaux. In: Revue française de science politique, 13^e année, n°4, 1963. pp. 993-1018;

doi : <https://doi.org/10.3406/rfsp.1963.392752>

https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1963_num_13_4_392752

Fichier pdf généré le 23/04/2018

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

ETAT DES TRAVAUX

JACQUES BOYON

JUSQU'A UNE DATE ASSEZ RÉCENTE, l'Afrique noire était un domaine que la science politique n'avait guère abordé et qui demeurait un terrain de parcours exclusif pour les anthropologues et les ethnologues. Parmi les écrits qui seront cités dans le présent état des travaux, bien peu sont antérieurs à 1955, et ceux qui figurent sont en fait ouvrage d'anthropologue, mais, un peu paradoxalement, soit par leur généralité, soit au contraire par le point de vue particulier qu'ils ont adopté, ils peuvent aujourd'hui encore intéresser la science politique.

Il faut d'ailleurs noter que les ouvrages capitaux, ceux en particulier des auteurs dont le nom reviendra ici le plus souvent, sont le produit, moins de spécialistes de science politique, que d'anthropologues précisément ou de juristes (« constitutionnalistes ») qui ont délaissé leur formation initiale ou l'ont utilisée et affinée pour donner sur l'Afrique noire les travaux qu'appelaient la rapidité du changement et l'originalité des formes et des institutions politiques sur ce continent.

Les notions de « pouvoir » et d'« autorité » plus particulièrement que d'autres font des travaux de science politique sur l'Afrique au Sud du Sahara, ce carrefour où se rencontrent des chercheurs de disciplines diverses. BUCHMAN (35) rappelle que le congrès annuel de l'African Studies Association américaine eut l'occasion d'entendre en septembre 1959 deux rapports sur l'Afrique noire et la science politique. Le premier, par le professeur James S. Coleman, soulignait tout ce que l'Afrique apporte à la science politique : des phénomènes politiques nouveaux, du fait de ses deux passés colonial et précolonial, des approches nouvelles, des possibilités d'expérimentation nouvelles. Dans le second, le professeur Rupert Emerson, symétriquement, exposait en quoi la science politique peut contribuer non seulement à l'étude de l'Afrique, mais aussi à son avenir par l'exploration systématique de ses formes de gouvernement et du changement dans les rapports d'autorité notamment.

Jacques Boyon

Si le présent état des travaux reprend l'essentiel de ces deux derniers thèmes, il ne recouvre cependant pas l'ensemble du champ abordé par la science politique et n'épuise pas toute la matière des ouvrages et publications de science politique sur l'Afrique. Mais son extension est délicate à déterminer de façon précise, les frontières étant particulièrement floues en ce domaine. Elle est plus facile à définir négativement, par ce qu'elle exclut. Ne seront recensés ici ni les ouvrages ou articles traitant *exclusivement* de la conscience politique et de ses modes d'expression (partis, syndicats, presse, élections, etc.), ni ceux consacrés *exclusivement* à l'analyse de la pensée politique en Afrique (analyse de doctrines : nationalisme, socialisme africain, etc.), ni enfin ceux posant les problèmes de l'organisation politique de l'Afrique (relations interafricaines, regroupements, etc.). Si cette distinction pouvait avoir ici un sens précis, on ne retiendrait que les travaux posant des problèmes de forme de la vie politique, par opposition aux analyses de contenu.

En fait le « pouvoir » sera pris ici comme une donnée : on se préoccupera de savoir comment ceux qui le détiennent cherchent à exercer leur autorité d'une part, à la renforcer et à la conserver d'autre part. On sera donc amené ici à observer, d'une part, les structures du pouvoir, — systèmes politiques « traditionnels », systèmes politiques « modernes », transition des systèmes « traditionnels » aux systèmes « modernes », — d'autre part, les problèmes que posent les moyens et les conditions d'exercice de l'autorité : le problème du leadership, le problème de la démocratie, le problème de l'intégration nationale et du fédéralisme. Ces distinctions, bien peu satisfaisantes en théorie, ont cependant paru à l'usage permettre un classement assez commode de la littérature de science politique consacrée au pouvoir et à l'autorité en Afrique noire.

GENERALITES

Les problèmes du pouvoir et de l'autorité ont été abordés par un très grand nombre d'auteurs dont les perspectives ont dépassé ce cadre pour englober soit toute l'évolution politique de l'Afrique noire, soit même tous ses aspects en y incluant les aspects économiques, sociaux, culturels, religieux.

Parmi les introductions les plus générales à l'étude du continent africain, Lord HAILEY (91) note tout particulièrement ce qui concerne les autorités traditionnelles et les problèmes d'organisation des pouvoirs aux plans central et local. Mais il est, sur ces derniers points, assez largement dépassé par des ouvrages plus récents comme ceux de George H.T. KIMBLE (106) et de C. LEGUM (113), qui font une place plus large

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

aux phénomènes plus proprement politiques. Le livre de FAVROD (77), qui analyse les différents aspects sous lesquels se manifeste l'Afrique d'aujourd'hui, est un excellent ouvrage, mais un ouvrage de journaliste.

Un grand nombre de livres portant sur les problèmes politiques généraux de l'Afrique présentent également un intérêt certain pour les questions qui nous retiennent. Quelques-uns se rattachent plutôt par leur forme et leur contenu aux ouvrages de vulgarisation, où l'information, pour large qu'elle soit, reste peu élaborée. ADAM (1) aborde successivement pour chaque pays l'étude des constitutions, des partis et des principaux problèmes politiques. WALLERSTEIN (184), pour l'Afrique indépendante, pose en termes plus généraux des questions sur le leadership, les perspectives du fédéralisme, l'avenir de la démocratie. HAINES (92), MACLURE et ANGLIN (125) présentent des contributions d'auteurs divers centrées sur le développement politique; l'un et l'autre ouvrage sont surtout informés des réalités de l'Afrique occidentale et de l'Afrique orientale britannique, mais le premier, publié en 1955, semble déjà un peu dépassé. HODGKIN (96) reste une des meilleures sources pour tous les problèmes politiques de la période coloniale jusqu'à 1955. EMERSON (71), s'il ne traite pas seulement de l'Afrique, considère son étude du changement politique dans les perspectives plus larges du nationalisme. ELIAS (69), qui a réuni le texte de plusieurs conférences sur l'organisation politique de l'Afrique, fournit un bon livre de référence.

SPIRO (168) est plus préoccupé de l'avenir des formes politiques en Afrique noire, tandis que « R. S. » (154) se contente, dans le même esprit, d'extrapoler un peu rapidement, et dans un style un peu irritant, à partir des réalités actuelles des principaux Etats indépendants.

Plusieurs monographies abordent par différents côtés les problèmes du pouvoir et de l'autorité. Les études électorales présentées sur le Nigéria, la Sierra-Leone, le Kénya et le Sénégal par MACKENZIE et ROBINSON (123), les ouvrages de BOYON (27) sur le Ghana, de BUSTIN (41) sur les trois pays d'Afrique orientale britannique, de THOMPSON et ADLOFF sur l'Afrique occidentale (171) et sur l'Afrique équatoriale francophone (172) sont aujourd'hui bien dépassés par l'évolution politique. L'excellente somme de COLEMAN (51) même reste cantonnée à la période coloniale. Seul VARMA (178) reste encore d'actualité à propos du Tanganyika.

Enfin on ne saurait oublier que, sous la plume des leaders africains eux-mêmes, on trouve de nombreux points d'analyse intéressants l'étude du pouvoir, pour le passé comme pour l'avenir, dans les livres déjà anciens d'AWOLOWO (20) et d'AZIKIWE (22), comme dans ceux plus récents des mêmes AWOLOWO (21) et AZIKIWE (23), de NKRUMAH (139, 140, 141), de SENHOR (160) et de Sekou TOURÉ (174, 176).

LES SYSTEMES POLITIQUES TRADITIONNELS

Les premières études réalisées sur les systèmes politiques traditionnels — ou du moins présumés tels, car il n'est pas toujours aisé de distinguer dans les sociétés africaines et leurs systèmes politiques ce qui est réellement traditionnel, précolonial, et ce qui a été infléchi ou réinterprété par le colonisateur dans le cadre préexistant — ont été surtout l'œuvre d'ethnologues et d'anthropologues.

Dans la mesure où, en Afrique comme ailleurs, on se réfère fréquemment aux conceptions traditionnelles de la démocratie et du pouvoir pour apprécier les institutions actuelles, et dans la mesure où celles-ci se sont développées soit à partir des institutions anciennes, soit à côté d'elles et donc sous leur influence directe ou indirecte par l'intermédiaire des idées et des comportements acquis par les individus, ces études conservent un intérêt certain pour le spécialiste de science politique.

A cet égard la typologie qui a été établie par FORTES et EVANS-PRITCHARD (79) est devenue classique; elle repose sur les critères de dimension du système politique et le degré de centralisation et de continuité dans l'exercice du pouvoir politique. Paula BROWN (30) trouve cette classification insuffisante et suggère de tenir compte également de la nature de l'autorité exercée — sanctions morales, sanctions rituelles, sanctions légales. MIDDLETON et TAIT (133), en revanche, la complètent dans l'introduction aux monographies qu'ils publient sur des systèmes segmentaires. Lucy MAIR (128) donne une analyse assez poussée des gouvernements traditionnels. A propos des « féodalités » africaines, MAQUET (129) tente de définir un certain nombre de catégories politiques et de préciser les relations entre les régimes traditionnels et leur philosophie du pouvoir.

A l'exception de l'étude de KENYATTA (103, 104) sur les Gikuyu, dont la personnalité de l'auteur fait a posteriori autant une œuvre politique de leader africain, on ne citera pas ici les monographies d'anthropologues qui portent sur une ethnie déterminée et où l'aspect politique n'est qu'un parmi d'autres (a). Mais plusieurs études présentent un très grand intérêt pour la connaissance des règles de dévolution et d'exercice du pouvoir politique dans les systèmes traditionnels. Pour s'en tenir

(a) On en trouvera une liste longue et logiquement classée dans une publication du Centre d'étude des relations internationales de la Fondation nationale des sciences politiques: *L'Afrique au Sud du Sahara*, Guide de recherches, par Michel CARTRY avec la collaboration de Bernard CHARLES, avril 1962, 85 p. multigr. (Série D: Textes et Documents. 3.)

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

exclusivement à celles qui se consacrent uniquement aux problèmes d'autorité politique; il faut citer en premier lieu FALLERS (76) qui analyse la situation des chefferies des Busoga en Ouganda, et notamment les fonctions des chefs en soulignant la particularité des « chefs-fonctionnaires » nommés par les autorités anglaises du Protectorat et remarquablement intégrés dans le système traditionnel où ils ont apporté très souvent beaucoup d'efficacité sans perdre le prestige dont jouissaient leurs prédécesseurs. SCHAPERA (157); en comparant les institutions de sociétés tribales de dimensions différentes, tente de tirer des conclusions générales sur leur évolution et de déterminer dans les fonctions des chefs une part commune qu'on retrouverait partout et une part qui varierait selon les sociétés considérées. BARNES (25), retraçant l'histoire politique d'une ethnie d'Afrique centrale, note la stabilisation des relations entre groupes politiques après l'arrivée du colonisateur et le maintien du prestige et de l'autorité des chefs malgré l'adaptation de l'administration locale par les Anglais. Mais il convient de noter que ces études ne débordent pas au-delà de la période coloniale, vu les pays dont il s'agit, et n'évoquent même pas l'éveil du nationalisme.

Sur le problème particulier des chefferies, on possède pour l'Afrique francophone une longue étude historique de CORNEVIN (53) et une publication plus brève de la Documentation française (146) qui complète un recueil de textes administratifs. BUSIA (37), à travers une étude approfondie de la société Ashanti, cherche à déceler l'évolution du rôle du chef dans ses fondements et ses manifestations, depuis la période pré-coloniale jusqu'aux premières revendications nationalistes. RICHARDS (150) présente pour l'Afrique centrale britannique un intéressant ensemble de monographies sur le recrutement, les pouvoirs, l'origine sociale et la formation intellectuelle de chefs de différents groupes ethniques. Toutes ces publications sont antérieures à l'indépendance et ce n'est que pour la Guinée (90) que l'on possède des renseignements précis et officiels sur l'attitude d'un gouvernement africain vis-à-vis des chefferies — attitude qui en l'espèce n'est d'ailleurs nullement représentative de l'ensemble de l'Afrique indépendante, puisque la solution retenue ici est celle d'une suppression qui s'est voulue radicale et brutale.

LES SYSTEMES POLITIQUES MODERNES

Il y a, entre les études portant sur les systèmes politiques traditionnels et celles sur les systèmes politiques actuels, un abîme qui se manifeste notamment par l'orientation d'esprit différente des chercheurs. Pour les

Jacques Boyon

premières, c'était surtout, on l'a vu, des ethnologues et des anthropologues. Les secondes sont surtout l'œuvre de juristes qui, trop souvent, commentent les textes constitutionnels, comme si ceux-ci avaient créé *ex nihilo* des institutions sans passé et sans précédent.

Ceci est tout particulièrement sensible chez les auteurs français : GONIDEC, après avoir publié un recueil des constitutions des pays africains de la Communauté (86), présente deux études sur la Côte d'Ivoire (87) et sur le Cameroun (88) qui sont très précises et très complètes d'un point de vue « constitutionnaliste », mais qui peuvent paraître un peu désincarnées au regard de la science politique. MURACCIOLE (137) se contente de présenter lui aussi le texte des constitutions des Etats africains francophones. LAVROFF et PEISER (111) encore font le même travail en n'y ajoutant qu'un très bref commentaire. LAMPUÉ (110), pour les constitutions de ces mêmes Etats, insiste sur l'influence de l'organisation des territoires à l'époque coloniale et sur l'évolution qui se marque entre les deux vagues de textes de 1958-1959 et de 1960. En revanche, le bref ouvrage de DESCHAMPS (62) est surtout limité par le genre duquel il relève; il est une excellente introduction à l'étude des institutions politiques, comme l'article de LUCHAIRE (121) l'est à l'étude de leur évolution à l'intérieur des cadres juridiques et sociologiques.

Ce juridisme est moins sensible chez les auteurs de langue anglaise comme EZERA (74) sur le Nigéria, ELIAS (70) sur le Ghana et la Sierra-Leone, ou RUBIN et MURRAY (153) sur le Ghana encore. HAMBURGER (93) s'attache à l'étude des idées et réalisations constitutionnelles de l'Afrique francophone. Néanmoins le fonctionnement pratique des institutions reste peu abordé. On manque d'études concrètes sur le travail des présidents et des gouvernements. La vie parlementaire est un peu négligée en dehors des deux articles de KOUAME (107) sur la Côte d'Ivoire et d'AUSTIN (19) sur le Ghana.

Le domaine des études réellement comparatives paraît dominé par de très bonnes publications de BUCHMAN. Il est le seul à avoir tenté de dresser, par-dessus les frontières linguistiques, un tableau comparé des structures politiques de toute l'Afrique noire indépendante, assez précis malgré la largeur du champ couvert (32), tableau qu'il a repris de façon plus sommaire dans divers articles de revue en soulignant les facteurs non politiques de l'intégration politique (31), en insistant sur la tendance au présidentielisme (34) et en ajoutant à l'étude des textes une analyse des structures réelles du pouvoir (33). L'ensemble a fait l'objet d'une nouvelle synthèse déjà évoquée (35). GANDOLFI (82) qui compare les systèmes gouvernementaux et DUBOIS (65) qui s'attache plus au présidentielisme ne sortent pas du cadre de l'Afrique francophone. EYINGA

(73) est trop superficiel, et ceci au seul plan des textes constitutionnels. QUERMONNE (148, 149), pour qui « l'analyse des textes ne constitue qu'une fragile présomption », est également superficiel quand il étudie les institutions de l'Afrique d'expression française autour des quatre thèmes de l'aspiration à l'unité, de la soumission à l'austérité, de la hantise de l'instabilité et de l'hypothèque pesant sur les libertés. SPIRO (167), qui tente d'expliquer que les modèles constitutionnels européens sont inadaptés à l'Afrique pour des raisons politiques et recommande aux Africains de faire preuve d'originalité dans ce domaine, ne fait guère œuvre de *political scientist*.

Si l'on veut dépasser les commentaires de juristes, il faut citer ici certaines analyses idéologiques qui présentent la philosophie du pouvoir et les conceptions politiques prédominantes dans certains pays : CÉSAIRE (45), FISCHER (78), WALLERSTEIN (183) et surtout CHARLES (46), si l'on ne veut pas recourir à l'analyse des œuvres de Sekou TOURÉ (174, 176), font le point pour la Guinée, BOYON (28) pour le Ghana. Pour le Nigéria comme pour le Sénégal, aucun commentaire n'a été fait des idées d'AWOLOWO (20, 21), AZIKIWE (23) et SENGHOR (160).

C'est là qu'on trouvera les conceptions diverses des solutions à apporter aux problèmes de gouvernement recensés par ADU (2), et en particulier à celui de la sous-administration qui n'est guère différent au stade de l'indépendance de ce qu'il était quand il fut exposé par QUERMONNE (147). L'analyse du contenu et des modalités du *self-government* pour l'Afrique anglaise par David KIMBLE (105) n'offre plus qu'un intérêt historique, comme l'étude des structures politiques de base en Afrique française par HUGOT (98). L'article de SUTTON (169) pose en revanche des questions plus actuelles sur l'exercice de l'autorité.

TRANSITION DES SYSTEMES TRADITIONNELS AUX SYSTEMES MODERNES

Si entre la plupart des analyses des systèmes traditionnels par les anthropologues et celles des systèmes modernes par les juristes, il y a un vide qui reste encore à combler, cela ne signifie pas absolument qu'aucun auteur ne se soit préoccupé de rechercher une filiation entre ces différentes institutions voisines ou successives. CARTER et BROWN (43) ont placé sous le thème de la *transition* les quatre études consacrées à l'adaptation et à l'intégration politiques en Afrique; le livre vaut surtout aujourd'hui par son introduction qui cherche à préciser le contenu de cette notion de transition, qui serait la conquête non seulement de l'indé-

pendance, mais encore du plein contrôle par les masses des instruments du pouvoir, et à recenser les conflits qu'elle reflète et qu'elle engendre entre traditionalisme et modernité, régionalisme et centralisme, conservatisme et radicalisme, pauvreté et richesse. BALANDIER (24) insiste sur le fait que le contexte sociologique de la vie politique africaine comprend à la fois des éléments précoloniaux, des éléments coloniaux et des éléments post coloniaux.

Mais très rares sont les études d'anthropologues dont l'observation s'étend jusqu'à l'éveil de la conscience politique et l'apparition du nationalisme. Les ouvrages d'APTER (14) sur l'Ouganda et de LEWIS (115, 116) sur la Somalie sont les seules exceptions notables. L'opposition entre traditionalisme et modernité n'est cependant pas un cloisonnement absolu, comme l'a montré encore APTER (13) à propos d'une comparaison entre Ouganda et Ghana, dont il tire deux schémas de rapport — le traditionalisme bloquant la modernisation politique dans l'un, le traditionalisme vaincu par le modernisme dans l'autre — qui sont peut-être un peu spécifiques et non typiques de l'ensemble africain. Pour l'Ouganda toujours, CARTY (44) souligne les dangers d'irrédentisme que fait naître la tradition dans le royaume du Bouganda.

Les sociétés africaines sont d'ailleurs inégalement perméables au changement politique. APHORPE, après avoir exposé le schéma du passage de l'autorité tribale au gouvernement moderne (17), reprend dans un article (18) la distinction faite par Fortes et Evans-Pritchard, pour conclure que l'introduction d'une bureaucratie est beaucoup plus facile dans la société centralisée que dans les autres. Un très intéressant article de LEMARCHAND (114) sur la situation comparée du Rwanda et du Burundi recherche l'implication des différences d'organisation politique face au changement et à la naissance des partis; il reprend au passage le schéma d'Apter sur le Buganda — « autocratie modernisante » et passage à un « système de mobilisation ».

Beaucoup d'auteurs ont insisté sur l'ambivalence des structures traditionnelles, hostiles à la modernisation par certains côtés, mais utilisables pour cette même modernisation par d'autres : dans un texte qui n'est pas particulier à l'Afrique, EISENSTADT (68) attire l'attention sur l'importance qu'ont les degrés de souplesse des cadres traditionnels. HARLOW (95) à propos du tribalisme et AKPAN (3) montrent que les chefferies ne sont pas des institutions périmées. Lucy MAIR (126) analyse ce que les chefs sont aujourd'hui et LOVERIDGE (120) pose le problème de leurs rapports avec la politique. SAINT CLAIR DRAKE (156) signale leur contribution possible à la solution de certains problèmes nationaux, tels que la diffusion du développement économique.

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

Par leur existence même, les chefs sont en effet encore un des foyers de la vie politique. Selon les occasions, ils créent ou animent des partis pour défendre des positions plutôt modérées, ils utilisent les partis à des fins locales et personnelles ou ils sont utilisés par les partis dans les luttes électorales : COLEMAN (51), LLOYD (118), HODGKIN (97), MACKENZIE et ROBINSON (123) en ont donné de nombreux exemples, surtout à propos du Nigéria. Un article de TANNER (170) à propos du Tanganyika signale même que dans les conflits électoraux qui les opposent aux partis nationalistes, ils ne sont pas toujours perdants, et les documents présentés par GÉRARD-LIBOIS et VERHAEGEN (84, 85, 179) sur le Congo ex-belge fournissent d'autres exemples de l'action politique des autorités traditionnelles.

Dans les territoires anglophones qui ont subi la politique coloniale dite de l'*indirect rule*, telle que l'a conçue, animée et exposée Lord LUGARD (122) — politique qu'il est ici intéressant de confronter à la politique française telle que l'a vue un autre praticien comme DELAVIGNETTE (59, 60) — les chefs traditionnels ont été des relais d'autorité pendant toute la période coloniale. Ceci explique que presque toute la littérature consacrée aux chefferies dans le monde d'aujourd'hui soit des textes anglais portant sur des territoires ou des régions de territoires britanniques. BURKE (36); LAWRENCE (112), FALLERS (75) et MIDDLETON (132) traitent ainsi de l'Ouganda; LIEBENOW (117) des Sukuma du Tanganyika; WISHLADE (188) du Nyassaland; LOVERIDGE (119) des Temne de la Sierra-Leone; JONE (102) et AKPAN (4) du Nigéria oriental. Tous insistent surtout sur l'évolution des fonctions administratives. SAINT CLAIR DRAKE (155) tente d'établir un tableau des régions où les autorités traditionnelles ont conservé une large place et de celles où elles sont entièrement soumises à des institutions occidentalisées.

LE LEADERSHIP

Si les analyses constitutionnelles insistent sur la tendance des régimes africains à évoluer vers une « présidentialisation » et si la littérature journalistique limite souvent très excessivement la vie et la pensée politiques de chaque pays africain à la personne de son principal dirigeant, il faut reconnaître que la science politique n'a jusqu'à présent guère attaché d'importance aux problèmes du leadership, bien que GARIGUE (83) ait le premier attiré l'attention sur le changement de leadership en Afrique.

Les ouvrages à citer ici sont plus des textes de référence que des œuvres de réflexion et de conceptualisation. Ce sont le plus souvent des

portraits de circonstance, tracés surtout par des journalistes : CROZIER (56) présente ainsi en quelques paragraphes un portrait rapide très « psychologique » de Sekou Touré, de Senghor, de Modibo Keita, mais ils n'y apparaissent que comme des hommes de cabinet. ANSPRENGER (7) retrace une biographie commentée de d'Arboussier et de Sekou Touré. MILCENT (134) montre mieux les forces qu'incarne ou représente Houphouët-Boigny. LACOUTURE (109) apparaît moins schématique et plus convaincant pour sa présentation de Sekou Touré, dans la mesure où il le replace mieux dans le cadre d'événements déterminants pour son pays ; mais beaucoup ont pu critiquer sa conception trop romantique du leader, beaucoup plus médium que dirigeant dans ses rapports avec les masses. Cette critique apparaît aussi valable pour WRIGHT (189) lorsqu'il montre en action Kwame Nkrumah. Mais l'un et l'autre ont l'avantage de montrer bien clairement que les relations entre le leader et les masses ne sont pas des relations de haut en bas, à sens unique.

Plus systématiques, avec l'inconvénient évident d'être brefs et sommaires sur chacun, sont les recueils biographiques publiés sur les leaders. Déjà ANSPRENGER (6) apportait en annexe quelques données sur un certain nombre de leaders africains francophones, sous la forme de courtes notices à base de dates. Les *Who's who* de SEGAL (158, 159) sont plus abondants : si sa présentation reste très événementielle et insiste excessivement sur les années 1960-1961 en négligeant trop celles qui précèdent, Segal renseigne mieux sur les idées et les moyens d'action de chaque leader et n'hésite pas à reproduire certains textes courts dans les deux ou trois pages qu'il consacre aux principaux des quelque trois cents leaders d'Afrique noire qu'il a recensés ; le genre de l'ouvrage veut malheureusement que la place consacrée à chacun ne soit guère proportionnée à son importance. ITALIAANDER (100, 101) présente une trentaine de personnalités africaines dans le contexte géopolitique de leur pays : à la biographie proprement dite, il ajoute une analyse de la pensée et de l'activité politique et reproduit quelques textes intéressants et des impressions tirées d'entretiens personnels. MELADY (130) fait un travail analogue associant, pour neuf leaders africains prépondérants, biographie et analyse de leurs idées.

L'analyse du phénomène politique du leadership ne peut négliger les ouvrages autobiographiques écrits par des hommes comme le président ghanéen NKUMAH (139, 140), le Premier ministre de Nigéria du Nord Alhaji Sir Ahmadu BELLO (26) ou l'ancien Premier ministre du Nigéria occidental, le chef AWOLowo (21). Ces textes sont significatifs non seulement par le portrait et le récit qu'ils contiennent, — dont on peut toujours penser que l'un n'est peut-être pas absolument objectif, ni l'autre

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

absolument complet, — mais aussi parce qu'ils montrent clairement le personnage que ces leaders voudraient être ou qu'ils voudraient que les masses voient en eux. Aussi significatifs sont donc les ouvrages écrits sur les leaders, notamment par TIMOTHY (173) sur Nkrumah, par DELF (61) et SLATER (163) sur Kenyatta, et plus encore ceux qui, publiés en Afrique même — DUNHEVED (66) sur Nyerere, ENAHORO (72) et OGBALU (143) sur Azikiwe — paraissent avoir été écrits surtout « à usage interne ». Plus particuliers sont les nombreux écrits que son sort tragique a fait consacrer à Lumumba — MICHEL (131), CLÉMENT (49), VAN LIERDE (177), VOLSKIJ (180) et DE VOS (181) qui est encore le meilleur — et dont la plupart apparaissent finalement plus comme des témoignages d'amis sur la valeur d'un homme que comme une contribution à l'étude du leadership. Il faut ajouter encore un intéressant article de Sekou TOURÉ (175) sur une des manifestations du leadership politique.

Les auteurs de science politique proprement dits qui se sont préoccupés occasionnellement du leadership — en fait uniquement des Américains profondément imprégnés des idées de Max Weber et notamment de son concept de « charisme » — adoptent des positions assez différentes. COLEMAN (52), attaché à l'étude comparative des structures politiques, n'y consacre qu'une page où il avance, de façon contestable, que le « charisme » des leaders tend avec l'indépendance à s'effacer derrière la bureaucratie des partis. APTER (8) par contre, à propos de Nkrumah, insiste davantage sur l'importance des relations interpersonnelles et sur l'autorité du leader, mais il semble ici un peu prisonnier de ce concept de « charisme » plus romantique que scientifique et qui se laisse difficilement intégrer et dépasser par la réflexion de science politique. SMYTHE (164) n'apporte pas grand-chose quand il essaie de passer en revue les différents leaders possibles du Nigéria à la veille de l'indépendance et les catégories sociales dont ils pourraient émerger, ni même (165, 166) quand est tentée, à partir des principaux dirigeants africains actuels, l'élaboration d'une sorte de « portrait-robot » du leader. Il est pourtant certain que l'analyse des structures psychologiques et mentales ne suffit pas à rendre compte du phénomène politique du leadership.

Dans cette perspective, bien que ce ne soit pas l'objectif poursuivi par ces études, deux directions de recherche sont marquées par un ouvrage de CAPRASSE (42) sur les leaders des associations tribales et des cercles culturels du Congo-Léopoldville, car ce leadership peut être souvent l'amorce d'un leadership politique, et par un article de MITCHELL et EPSTEIN (135) sur les échelles de prestige et de statut social en milieu urbain africain.

LE PROBLEME DE LA DEMOCRATIE

Le problème de la démocratie en Afrique noire est un de ceux qui ont le plus passionné : on a beaucoup écrit à ce sujet, mais la littérature est dans l'ensemble assez médiocre au regard de la science politique. Peu nombreuses sont les analyses concrètes comme celle de MULLER (136), ou celle de Lucy MAIR (127), brève, simple et assez didactique, qui, à partir d'exemples précis et de textes constitutionnels ou législatifs, recherche les conditions de réalisation de la démocratie : rapports entre majorité et minorité, conditions de vote dans les Etats multi-raciaux, protection des libertés. D'une façon générale, les publications sur la démocratie africaine contiennent plus d'indications normatives et d'aveux de préférence de la part des auteurs que d'analyses politiques approfondies : ainsi l'article de CHAUVET (47) ou encore celui de CORPIERRE (54), où malheureusement une longue étude politique sérieuse est un peu contrariée par un goût excessif à apposer de façon trop rapide des étiquettes et à assimiler les régimes africains à certains régimes européens non libéraux de la première moitié du xx^e siècle. On peut trouver pour autre preuve de cette tendance la fréquence avec laquelle le mot « avenir » revient dans les titres de BUSIA (38) sur la Gold Coast, de DAVIES (57) pour le Nigéria, de PRATT (145), WILLIAMS (187) et BUSIA encore (40) pour l'ensemble du continent.

Pour apprécier les chances de la démocratie en Afrique, les auteurs ont d'abord assimilé démocratie et parlementarisme : ainsi dans l'ouvrage publié sur l'Afrique occidentale britannique par la Hansard Society (185) ou chez BUSIA (38) où cette assimilation se justifie en partie par une critique très *personnelle* de l'absence de démocratie en Gold Coast. Pourtant à propos de ce même pays précisément, APTER (9) a noté qu'une structure parlementaire n'est pas une garantie suffisante de démocratie et que c'est au contraire le mouvement nationaliste et le leadership de Nkrumah qui avaient fait entrer le Ghana dans la voie de la démocratie.

Sur le caractère démocratique des systèmes traditionnels, les opinions divergent : DAVIES (58) note qu'ils étaient gage de stabilité, tandis que le régime parlementaire, plaqué artificiellement sur la réalité africaine, n'a conduit qu'à la corruption, à la violence, au népotisme et à l'expression des plus bas préjugés. DOAMBA (64), dans un article un peu sommaire, évoque la « liberté de participation » qu'incarnaient ces régimes traditionnels. En revanche, CHRISTENSEN (48), après Apter, rappelle que la démocratisation s'est faite contre les chéfferies au Ghana et COWAN (55) qu'elle s'est faite au Nigéria par la substitution aux organes traditionnels d'organes locaux élus. SAINT CLAIR DRAKE (155) conclut que

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

la démocratie traditionnelle était pervertie avant même l'arrivée du colonisateur. Pour IDENBURG (99), la démocratie est une notion étrangère à la conception africaine du pouvoir.

Certains ont cru devoir plutôt confronter l'exigence de démocratie qu'ils postulent en tout homme aux nécessités du pouvoir, économiques et politiques. L'incompatibilité de la démocratie et de l'effort de mise en valeur est reprise par VON KUENHELT-LEDDIHN (108) et par NICOLLET (138) qui ajoute l'héritage colonial à la liste des obstacles. En revanche FRISCH (81); dans une publication qui suscite bien des objections, et BUSIA (40) soutiennent que par sa souplesse la démocratie est la meilleure voie du développement. La plupart croient cependant que les exigences du développement sont une des justifications du parti unique, dont GROSSER (89) établit un bref catalogue. HAMON (94) croit surtout en l'auto-limitation du parti unique, comme ZOLBERG (191) qui suggère de chercher la démocratie, non dans les structures institutionnelles qui sont particulières en Afrique, mais au sein du parti. APTER (12) cependant analyse les fonctions de l'opposition, mais il y ajoute une courte analyse socio-politique sur les opposants dans les Etats neufs, et cette critique diffère peu de celle de NYERERE (142). Le Bulletin de la Commission internationale de juristes (144) enfin dresse un tableau pessimiste de l'importance des oppositions parlementaires en 1962.

Toute cette littérature reste finalement assez superficielle et donne trop l'impression que les auteurs restent prisonniers d'idées préconçues sur la nécessité du parti unique pour le développement économique et sur l'incompatibilité de la démocratie et de la pauvreté, et qu'ils finissent par reprendre toujours les mêmes arguments sans guère faire progresser la réflexion. Cet état d'esprit irrite un homme comme BUSIA (39) qui y voit une conception raciste sous « une attitude pseudo-libérale ».

SHILS (162); en recherchant une conceptualisation nouvelle de la démocratie avec sa notion de « démocratie tutélaire », et SEURIN (161), en suggérant de distinguer dans l'histoire africaine récente une phase de conquête du pouvoir où la revendication démocratique, posée dans des termes analogues à ceux de la conception occidentale, coïnciderait avec le nationalisme, et une phase postcoloniale, où la démocratie deviendrait un problème spécifiquement africain, se placent sans doute sur un terrain plus fécond.

L'INTEGRATION NATIONALE

Le problème de l'intégration nationale a été fréquemment évoqué, notamment par la quasi-totalité des généraux politiques sur

l'Afrique qui ont été cités plus haut (cf. Généralités). Mais il a fait l'objet d'assez peu de publications en dehors de quelques articles très dispersés, notamment celui déjà cité de HARLOW (95). COLEMAN (50) relève dans les conditions de l'accession à l'indépendance tout ce qui engendre tensions et conflits internes dans les Etats neufs africains. WALLERSTEIN (182) note que l'action entre tribalisme, ou plus exactement « ethnicité », et intégration nationale n'est pas simple et que, pour la seconde, la première n'est pas toujours un obstacle.

L'étude des moyens de réduction de ces conflits internes et de correction de ce manque d'unité nationale est encore à peine abordée. Ces conflits sont une des justifications avancées pour le parti unique, mais un article de ZOLBERG (190) sur le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire prouve que l'action d'un parti même unique peut être néfaste sur le plan de l'intégration. De son côté, RIDDELL (151) souligne le rôle du syndicalisme dans la construction nationale.

BUCHMAN, dans ses ouvrages déjà cités (32, 35), voit dans le fédéralisme un instrument privilégié pour contenir les tendances à l'éclatement ou à la paralysie interne des nouveaux Etats africains. Cheikh Anta DIOP (63) pose le problème du fédéralisme sous un angle trop particulier et de trop loin pour intéresser directement au fond la science politique. BRETT (29), à partir de la constitution du Nigéria, montre que le fédéralisme n'est pas une solution simple, mais pose aussi des problèmes. A propos du Nigéria également, un long article de MACKINTOSH (124), au terme d'une analyse juridico-administrative approfondie et replacée dans le contexte politique, voit dans la crise actuelle du parti de l'Action Group une situation qui doit conduire le pays à choisir entre la voie de l'unité par la force et celle de la diversité dans la tolérance. DVORIN (67) et plus récemment FRANCK (80) ont montré les limites du fédéralisme, lorsqu'il est situé dans un contexte politique comme celui de la Fédération d'Afrique centrale formée naguère par les Rhodésies et le Nyassaland. Aussi les différentes expériences fédéralistes africaines confrontées par ROTHCHILD (152), et qui lui paraissent une solution de compromis entre le désir et la peur des grandes dimensions, sont loin d'être concordantes.

* *

Finalement le pouvoir et l'autorité en Afrique noire ont donné naissance à une littérature très disparate et surtout très inégale. Peu d'ouvrages sont réellement stimulants pour la réflexion, et l'effort de synthèse et de généralisation reste encore très largement à faire.

On doit pourtant signaler ici que cet effort de synthèse et de généralisation a été amorcé à deux plans, à peu près exclusivement par des

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

auteurs américains. Le premier de ces plans est celui des Etats neufs : SHILS, dans son long article déjà cité (162), élabore une typologie nouvelle des régimes des Etats neufs — « démocratie tutélaire », « oligarchie modernisante », « oligarchie totalitaire » et « oligarchie traditionnelle » — assez largement nourrie d'illustrations et d'exemples africains. D'autre part, ALMOND (5), pour permettre une étude comparative des systèmes et des structures politiques des régions sous-développées, définit un cadre de recherche et un vocabulaire qui devraient permettre de mieux cerner la fluidité et l'ambiguïté du phénomène politique. Pour l'Afrique au Sud du Sahara, COLEMAN (52) remplit ensuite remarquablement ce cadre, sous réserve de ce qui a été dit plus haut à propos du leadership.

La réflexion d'APTER (11) sur le rôle du gouvernement dans une société en voie de développement se situe à un degré de généralité comparable, mais elle repose sur une grande connaissance des sociétés africaines.

Sur un plan plus particulièrement africain, APTER et LYSTAD (15) ont, à propos du Ghana, tenté de déterminer, grâce à une échelle simple de quantification, le caractère de spécificité ou d'indétermination des rôles et des groupes politiques et ils avaient conclu à l'autorité croissante des groupes spécifiques sur les groupes indéterminés, c'est-à-dire en fait des bureaucraties partisans ou administratives sur le parlement et le gouvernement, et à une réduction progressive du rôle multiforme du leader. Dans une autre voie, APTER (10) s'est efforcé d'élaborer un schéma pour l'étude du développement des techniques du gouvernement parlementaire en Afrique, dont il a tiré un modèle à trois dimensions : stratification sociale, groupes politiques, représentativité et structures du gouvernement. En collaboration avec ROSBERG (16), il en a déduit des modèles de changement politique en Afrique. Dans l'introduction à son livre déjà cité sur l'Ouganda (14), il reprend cette distinction des types d'autorité : *mobilization system* qui mobilise les énergies comme au Ghana, *consociational system* qui repose sur l'association de groupes profondément divers comme au Nigéria, et *modernizing autocracy* — déjà rencontrée chez Shils — qui réalise le changement à l'intérieur même du cadre traditionnel comme en Ethiopie ou au Bouganda.

Il faut signaler ici enfin l'intérêt de la contribution de WHITELEY (186) qui insiste sur l'importance des questions linguistiques et suggère de tenir compte dans l'étude des structures et des phénomènes politiques africains des connotations qui accompagnent les vocables employés dans les langues vernaculaires pour les désigner.

Il n'est guère possible de conclure cet état des travaux sans noter la part très mince qu'y tient la science politique française. La lecture de

Jacques Boyon

la liste qui suit montre qu'il n'y a guère que vingt-cinq auteurs français recensés sur une énumération qui comporte plus de cent trente noms et que la plupart des publications les plus intéressantes — notamment les dernières citées ci-dessus — sont l'œuvre de chercheurs anglo-saxons. Sans faire preuve de nationalisme puéril, on peut regretter qu'en France on se soit peut-être trop attaché aux recherches d'ordre juridique ou aux spéculations politiques prématurées, sans avoir fait l'effort d'analyse préalable que les Anglo-Saxons ont concrétisé, et que, en face des nombreux instituts britanniques et américains et des multiples revues, — revues de science politique ou revues spécialisées comme *Africa* ou le *Journal of African administration* (devenu *Journal of local administration overseas*), — en partie faute de moyens, mais pas uniquement, on ne trouve guère dans la liste des publications françaises les plus valables que celles des *Cahiers d'études africaines*, dont la vocation est surtout ethnologique, ou celles du Centre d'étude des relations internationales dont Georges Fischer, dans cette même revue (*b*), a dit les mérites.

- (1) ADAM (T.R.) — *Government and politics in Africa south of the Sahara*. — New York, Random House, 1959, 145 p.
- (2) ADU (A.L.) — « Problems of government in emergent African States ». *Revue internationale des sciences administratives* 26 (1), 1960 : 61-65.
- (3) AKPAN (N.U.) — « Have traditional authorities a place in modern local government systems? ». *Journal of African administration*, juil. 1955 : 109-116.
- (4) AKPAN (N.U.) — « Chieftaincy in Eastern Nigeria ». *Journal of African administration*, juil. 1957 : 120-124.
- (5) ALMOND (Gabriel A.) — « Introduction : a functional approach to comparative politics », pp. 3-54 in : ALMOND (G.A.), COLEMAN (J.S.) ed. — *The politics of the developing areas*. — Princeton (N.J.), Princeton University press, 1960, XII-591 p., tabl. Index.
- (6) ANSPRENGER (Franz) — *Politik im schwarzen Afrika, Die modernen politischen Bewegungen französischer brägung*. — Köln, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1961, 516 p., dépl. et cartes joints. Bibliogr. Index.
- (7) ANSPRENGER (Franz) — « African profiles ». *Survey*, août 1962 : 79-90.
- (8) APTER (David E.) — *The Gold Coast in transition*. — Princeton (N.J.), Princeton University press, 1955, XIV-355 p., pl. h.-t., cartes. Bibliogr.
- (9) APTER (David E.) — « Political democracy in the Gold Coast ». pp. 115-139 in : STILLMAN (Calvin W.) — *Africa in the modern world*. — Chicago, the University of Chicago press, 1955, x-342 p.

(b) *Revue française de science politique* 13 (1), mars 1963, pp. 222-225.

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

- (10) APTER (David E.) — « A comparative method for the study of politics ». *American journal of sociology*, nov. 1958 : 221-237.
- (11) APTER (David E.) — « Nationalism, government and economic growth ». *Economic development and cultural change*, janv. 1959 : 117-136.
- (12) APTER (David E.) — *Le rôle de l'opposition politique dans les nouvelles nations*. Texte ronéotypé d'une communication faite à la Conférence internationale du Congrès pour la liberté de la culture, Ibadan (mars 1959).
- (13) APTER (David E.) — « The role of traditionalism in the political modernization of Ghana and Uganda ». *World politics*, oct. 1960 : 45-68.
- (14) APTER (David E.) — *The political kingdom in Uganda*. A study in bureaucratic nationalism. — Princeton (N.J.), Princeton University press, 1961, xvi-498 p., cartes, ill. Index.
- (15) APTER (David E.), LYSTAD (Robert A.) — « Bureaucracy, party and constitutional democracy : an examination of political role systems in Ghana », pp. 16-43 in : CARTER (G.C.), BROWN (W.O.) ed. — *Transition in Africa*. — Boston, Boston University press, 1958. 158 p.
- (16) APTER (David E.), ROSBERG (Carl A.) — « Nationalism and models of political change in Africa », in : RAY (D.P.) ed. — *The political economy of contemporary Africa*. — Washington (D.C.), the National Institute of social and behavioral sciences, 1959. (Symposia Studies. 1.)
- (17) APHORPE (Raymond) ed. — *From tribal rule to modern government*. — Lusaka, the Rhodes-Livingstone Institute, 1959. 216 p.
- (18) APHORPE (Raymond) — « The introduction of bureaucracy in African politics ». *Journal of African administration*, juil. 1960 : 125-134.
- (19) AUSTIN (Dennis G.) — « The Ghana Parliament's first year ». *Parliamentary affairs*, été 1958 : 350-360.
- (20) AWOLowo (Obafemi) — *Path to Nigerian freedom*. — With a foreword by Margery Perham. — London, Faber, 1946, 138 p.
- (21) AWOLowo (Obafemi) — *Awo*. The autobiography of Chief Obafemi Awolowo. — Cambridge, the University press, 1960, xii-316 p., portr. h.-t.
- (22) AZIKIWE (Nnamdi) — *Renascent Africa*. — Accra, 1937, 313 p., ill.
- (23) AZIKIWE (Nnamdi) — *Zik*. A selection from the speeches of Nnamdi Azikiwe. — Cambridge, the University press, 1961, viii-344 p., portr.
- (24) BALANDIER (Georges) — « Le contexte sociologique de la vie politique en Afrique noire ». *Revue française de science politique*, sept. 1959 : 598-608.
- (25) BARNES (J.A.) — *Politics in a changing society*. A political history of the Fort Jameson Ngoni. — London, Oxford University press, 1954, x-220 p. (Rhodes-Livingstone Institute.)
- (26) BELLO (Alhaji Sir Ahmadu) — *My life*. — Cambridge, the University press, 1962, x-246 p., pl., cartes. Index.
- (27) BOYON (Jacques) — *Naissance d'un Etat africain : le Ghana*. Préface de Georges Balandier. — Paris, A. Colin, 1958, xiv-274 p., cartes. Bibliogr. (Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques. 93.)

Jacques Boyon

- (28) BOYON (Jacques) — « Une idéologie africaine : le Nkrumaïsme ». *Revue française de science politique*, mars 1963 : 66-87.
- (29) BRETT (L.) ed. — *Constitutional problems of federalism in Nigeria*. — London, Sweet and Maxwell, 1961, vii-247 p.
- (30) BROWN (Paula) — « Patterns of authority in West Africa ». *Africa*, oct. 1951 : 261-278.
- (31) BUCHMAN (Jean) — « Régimes politiques d'Afrique noire ». *Zaire* 14 (4), 1960 : 283-306.
- (32) BUCHMAN (Jean) — *Le problème des structures politiques de l'Afrique noire indépendante*. — Léopoldville, Université Lovanium, Institut de recherches économiques et sociales, 1961. 182 p.
- (33) BUCHMAN (Jean) — « Le problème des structures politiques en Afrique noire ». *Etudes congolaises*, oct.-nov. 1961 : 1-31.
- (34) BUCHMAN (Jean) — « Tendances au présidentielisme dans les constitutions négro-africaines ». *Civilisations* 12 (1), 1962 : 46-68.
- (35) BUCHMAN (Jean) — *L'Afrique noire indépendante*. — Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1962, 436 p. Bibliogr. (« Comment ils sont gouvernés ». 7.)
- (36) BURKE (F.) — « The new role of the Chief in Uganda ». *Journal of African administration*, juil. 1958 : 153-160.
- (37) BUSIA (Kofi A.) — *The position of the Chief in the modern political system of Ashanti*. — London, Oxford University press, 1951, xii-233 p., cartes. Bibliogr. Index. (International African Institute.)
- (38) BUSIA (Kofi A.) — « The prospects for democracy in the Gold Coast ». *Parliamentary affairs*, automne 1952 : 438-444.
- (39) BUSIA (Kofi A.) — « Intervention », pp. 105-109 in : *La démocratie à l'épreuve du XX^e siècle* (Colloque de Berlin). — Paris, Calmann-Lévy, 1960. 269 p. (« Liberté de l'Esprit ».)
- (40) BUSIA (Kofi A.) — « The prospects for democracy in Africa ». *United Asia* (4) 1961 : 238-240.
- (41) BUSTIN (E.) — *La décentralisation administrative et l'évolution des structures politiques en Afrique orientale britannique*. Eléments d'une étude comparative. — Liège, Faculté de droit, 1958, viii-629 p., cartes dépl. Bibliogr. (Collection scientifique de la Faculté de droit de l'Université de Liège. 7.)
- (42) CAPRASSE (P.) — *Leaders africains en milieu urbain*. — Bruxelles, Centre d'étude des problèmes sociaux indigènes, 1959, 164 p.
- (43) CARTER (G.C.), BROWN (W.O.) ed. — *Transition in Africa : Studies in political adaptation*. — Boston, Boston University press, 1958, 158 p. (African research studies. 1.)
- (44) CARTRY (Michel) — « Tradition et changement dans le Royaume du Bouganda ». *Revue française de science politique*, mars 1963 : 88-119.
- (45) CÉSAIRE (Aimé) — « La pensée politique de Sekou Touré ». *Présence africaine*, déc. 1959-janv. 1960 : 65-73.
- (46) CHARLES (Bernard) — « Un parti politique africain : le Parti Démocratique de Guinée ». *Revue française de science politique*, juin 1962 : 312-359.
- (47) CHAUVET (P.-L.) — « Libéralisme et totalitarisme en Afrique ». *La Nef*, fév. 1959 : 27-31.

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

- (48) CHRISTENSEN (James B.) — « African political systems : indirect rule and democratic processes ». *Phylon* 15 (1), 1954 : 69-83.
- (49) CLÉMENT (P.) — « Patrice Lumumba (Stanleyville 1952-1953) ». *Présence africaine*, 1^{er} trim. 1962 : 57-78.
- (50) COLEMAN (James S.) — « The problem of political integration in emergent Africa ». *Western political quarterly*, mars 1955 : 44-57.
- (51) COLEMAN (James S.) — *Nigeria : Background to nationalism*. — Berkeley, Los Angeles, University of California press, 1958, xiv-510 p., tabl., carte. Bibliogr. Index.
- (52) COLEMAN (James S.) — « The politics of Sub-Saharan Africa », pp. 247-368 in : ALMOND (G.A.), COLEMAN (J.S.) ed. — *The politics of the developing areas*. — Princeton (N.J.), Princeton University press, 1960, xii-591 p., tabl. Index.
- (53) CORNEVIN (Robert) — « Evolution des chefferies traditionnelles dans l'Afrique noire d'expression française ». *Penant. Revue de droit des pays d'Afrique*, 1961 : 235-250, 379-388 et 539-556.
- (54) CORPIERRE (Michel) — « Le totalitarisme africain ». *Preuves*, janv. 1963 : 12-21 ; fév. 1963 : 36-44.
- (55) COWAN (L. Gray) — « Local politics and democracy in Nigeria », pp. 44-61 in : CARTER (G.C.), BROWN (W.O.) ed. — *Transition in Africa : Studies in political adaptation*. — Boston, Boston University press, 1958, 158 p.
- (56) CROZIER (Brian) — « Six Africans in search of personality ». *Encounter*, mai 1961 : 37-45.
- (57) DAVIES (Chief H.O.) — *Nigeria : the prospects for democracy*. — London, Weindenfeld and Nicolson, 1961, 135 p.
- (58) DAVIES (Chief H.O.) — « The new African profile ». *Foreign affairs*, janv. 1962 : 293-302.
- (59) DELAVIGNETTE (Robert) — *Service africain*. — Paris, Gallimard, 1946, 283 p.
- (60) DELAVIGNETTE (Robert) — *Freedom and authority in French West Africa* [Service africain]. — London, Oxford University press, 1950, viii-152 p. (International African Institute.)
- (61) DELF (G.) — *Jomo Kenyatta : towards truth about « the Light of Kenya »*. — London, Gollancz, 1961, 223 p., ill., carte.
- (62) DESCHAMPS (Hubert) — *Les institutions politiques de l'Afrique noire*. — Paris, Presses universitaires de France, 1962, 128 p., cartes. Bibliogr. (Que sais-je ? 549.)
- (63) DIOP (Cheikh Anta) — *Les fondements culturels, techniques et industriels d'un futur Etat fédéral d'Afrique noire*. — Paris, Présence africaine, 1960, 115 p. Bibliogr.
- (64) DOAMBA (S.) — « Essai sur la démocratie en Afrique ». *Afrique documents*, mai-juin 1961 : 95-103.
- (65) DUBOIS (L.) — « Le régime présidentiel dans les nouvelles Constitutions des Etats africains d'expression française ». *Penant. Revue de droit des pays d'Afrique*, avr.-mai 1962 : 218-248.
- (66) DUNHEVED (G.) — *Julius Nyerere*. — Dar-es-Salam, Government printers, 1961, 14 p.
- (67) DVORIN (Eugen P.) — « Emergent federalism in Central Africa : problems and prospects », pp. 62-89 in : CARTER (G.C.), BROWN

Jacques Boyon

- (W.O.) ed. — *Transition in Africa : Studies in political adaptation*, Boston, Boston University press, 1958, 158 p.
- (68) EISENSTADT (S.N.) — *Structures de l'autorité et du soutien politiques*. Texte ronéotypé d'une communication faite à la Conférence internationale du Congrès pour la liberté de la culture, Ibadan (mars 1959).
- (69) ELIAS (T.O.) — *Government and politics in Africa*. — London, Asia publishing house, 1961, xxv-228 p.
- (70) ELIAS (T.O.) — *Ghana and Sierra Leone : the development of their laws and Constitution*. — London, Stevens and sons, 1962, xii-334 p. Bibliogr. Index. (The British Commonwealth. The development of its laws and Constitution. 10.)
- (71) EMERSON (Rupert) — *From empire to nation*. The rise to self-assertion of Asian and African peoples. — Cambridge (Mass.), Harvard University press, 1960, x-466 p. Index.
- (72) ENAHORO (A.) — *Nnamdi Azikiwe, Saint or Sinner*. Lagos.
- (73) EYINGA (A.) — « Le Costituzioni dei nuovi Stati ». *Mulino*, juil.-août 1962 : 710-720.
- (74) EZEBA (Kalu) — *Constitutional developments in Nigeria*. — London, Cambridge University press, 1960, xv-261 p., cartes. Bibliogr.
- (75) FALLERS (Lloyd A.) — « The predicament of the modern African Chief : an instance from Uganda ». *American anthropologist*, avr. 1955 : 290-305.
- (76) FALLERS (Lloyd A.) — *Bantu bureaucracy*. A study of integration and conflict in the political institutions of an East African people. — Cambridge, W. Heffer and sons, 1956, xiv-283 p., pl. h-t., carte dépl.
- (77) FAVROD (Charles-Henri) — *L'Afrique seule*. — Paris, Editions du Seuil, 1961, 259 p.
- (78) FISCHER (Georges) — « Quelques aspects de la doctrine politique guinéenne ». *Civilisations* 9 (4), 1959 : 457-478.
- (79) FORTES (M.), EVANS-PRITCHARD (E.E.) ed. — *African political systems*. 4^e éd. — London, Oxford University press, 1950, xxiii-302 p., cartes. Index. [1^{re} éd. : 1940.]
- (80) FRANCK (Thomas M.) — *Race and nationalism*. The struggle for power in Rhodesia-Nyasaland. Foreword by James Callaghan. — New York, Fordham University press, 1960, ix-369 p. Bibliogr. Index.
- (81) FRISCH (A.) — *Dictature pour les pauvres ? La liberté n'est pas réservée aux riches*. — Paris, Bruxelles, Création de la presse, 1960, 98 p. (Les Cahiers africains. 1.)
- (82) GANDOLFI (Alain) — « Essai sur le système gouvernemental des nouveaux Etats africains d'expression française ». *Revue juridique et politique d'outre-mer*, juil.-sept. 1961 : 369-393.
- (83) GARIGUE (Philippe) — « Changing political leadership in West Africa ». *Africa*, juil. 1954 : 220-232.
- (84) GÉRARD-LIBOIS (J.) ed. — *Congo 1959*. Documents belges et africains. — Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1960, 320 p. Bibliogr. Index.

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

- (85) GÉRARD-LIBOIS (J.), VERHAEGEN (B.) ed. — *Congo 1960*. — Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1961, 2 vol., 1 120 p.
- (86) GONIDEC (P.F.) ed. — *Constitutions des Etats de la Communauté*. — Paris, Sirey, 1959, 188 p.
- (87) GONIDEC (P.F.). — « Les principes fondamentaux du régime politique de la Côte d'Ivoire ». *Penant. Revue de droit des pays d'Afrique*, oct.-déc. 1961 : 679-702.
- (88) GONIDEC (P.F.) — « Les institutions politiques de la République fédérale du Cameroun ». *Civilisations* 11 (4), 1961 : 370-395; 12 (1), 1962 : 13-22.
- (89) GROSSER (Alfred) — « Le parti unique en Afrique ». *Preuves*, juil. 1962 : 22-25.
- (90) *Guinée : prélude à l'indépendance*. — Paris, Présence africaine, 1959, 176 p.
- (91) HAILEY (Lord) — *An African survey*. Revised 1956. A study of problems arising in Africa south of the Sahara. — London, Oxford University press, 1957, 1 676 p.
- (92) HAINES (C. Grove) ed. — *Africa to-day*. — Baltimore, the Johns Hopkins press, 1955, xvi-510 p.
- (93) HAMBURGER (E.) — « Constitutional thought and aims in former French Africa ». *Social research*, hiver 1961 : 415-436.
- (94) HAMON (Léo) — « Formes et perspectives de la démocratie en Afrique ». *Civilisations* 11 (3), 1961 : 245-261.
- (95) HARLOW (V.) — « Tribalism in Africa ». *Journal of African administration*, janv. 1955 : 17-20.
- (96) HODGKIN (Thomas) — *Nationalism in colonial Africa*. — London, F. Muller, 1956, 216 p., cartes. Bibliogr. (Man and society series.)
- (97) HODGKIN (Thomas) — *African political parties*. An introductory guide. — Harmondsworth, Penguin books, 1961, 217 p. Bibliogr. (African series. WA 12.)
- (98) HUGOT (P.) — « Les structures politiques de base dans les territoires français d'Afrique noire ». *Problèmes d'Afrique centrale* 10 (38), 1957 : 265-280.
- (99) IDENBURG (P.J.) — « Les nouveaux Etats africains et les normes démocratiques occidentales ». *Revue juridique et politique d'outre-mer*, avr.-juin 1961 : 195-203. [Traduction d'un article en néerlandais paru dans *Internationale Spectator*, 1961.]
- (100) ITALIAANDER (Rolf) — *Die neuen Manner Afrikas*. — Düsseldorf, Econ Verlag, 1960, 420 p. + 32 p. de photographies.
- (101) ITALIAANDER (Rolf) — *The new leaders of Africa* [Die neuen Manner Afrikas]. — Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1961, xiv-306 p.
- (102) JONES (G.I.) — *Report on the position, status and influence of Chiefs and natural rulers of the Eastern region of Nigeria*. — Enugu, Government printers, 1957, vi-71 p.
- (103) KENYATTA (Jomo) — *Facing Mount Kenya*. The tribal life of the Gikuyu. With an introduction by B. Malinowski. — London, Secker and Warburg, 1953, xxvi-309 p., fig., pl. h.-t., portr. h.-t., carte.

Jacques Boyon

- (104) KENYATTA (Jomo) — *Au pied du Mont Kenya* [Facing Mount Kenya]. Préface de Georges Balandier. — Paris, F. Maspéro, 1960, 241 p. (« Les textes à l'appui. »)
- (105) KIMBLE (David) — *The machinery of self-government*. — London, Penguin books, 1953, 128 p. Bibliogr. (West African series. WA 4.)
- (106) KIMBLE (George H.T.) — *Tropical Africa*. Vol. II. Society and Polity. — New York, the Twentieth Century Fund, 1960, viii-506 p., pl., cartes. Index.
- (107) KOUAME (S.) — « La vie parlementaire ivoirienne ». *Penant. Revue de droit des pays d'Afrique*, oct.-déc. 1961 : 709-712.
- (108) KUEHNELT-LEDDIHN (E. von) — « Allhelmitel Demokratie ». *Politische Meinung*, 7 (74), juil. 1962 : 57-67.
- (109) LACOUTURE (Jean) — *Cinq hommes et la France*. — Paris, Editions du Seuil, 1961, 373 p.
- (110) LAMPUÉ (Pierre) — « Les Constitutions des Etats africains d'expression française ». *Revue juridique et politique d'outre-mer*, oct.-déc. 1961 : 513-540.
- (111) LAVROFF (D.G.), PEISER (G.) — *Les Constitutions africaines*. L'Afrique noire francophone et Madagascar. Texte et commentaire. T. I. — Paris, A. Pédone, 1961, 279 p. Index. (Collection du Centre de recherche, d'étude et de documentation sur les institutions et la législation africaines. 1.)
- (112) LAWRENCE (J.C.) — « The position of Chiefs in local government in Uganda ». *Journal of African administration*, oct. 1956 : 186-192.
- (113) LEGUM (Colin) ed. — *Africa. A handbook to the Continent*. — New York, F.A. Praeger, 1962, xiv-554 p.
- (114) LEMARCHAND (R.) — « L'influence des systèmes traditionnels sur l'évolution politique du Rwanda et du Burundi ». *Revue de l'Institut de sociologie* 2, 1962 : 333-357.
- (115) LEWIS (I.M.) — *Modern political movements in Somaliland*. — London, Oxford University press, 1958, 119 p. (International African Institute.)
- (116) LEWIS (I.M.) — *A pastoral democracy*. A study of pastoralism and politics among the Northern Somali of the Horn of Africa. — London, Oxford University press, 1961, xiv-320 p.
- (117) LIEBENOW (J. Gus) — « The Chief in Sukuma local government ». *Journal of African administration*, avr. 1959 : 84-92.
- (118) LLOYD (P.C.) — « Development of political parties in Western Nigeria ». *American political science review*, sept. 1955 : 693-708.
- (119) LOVERIDGE (A.J.) — « The present position of the Temne Chiefs of Sierra-Leone ». *Journal of African administration*, juil. 1957 : 115-120.
- (120) LOVERIDGE (A.J.) — « Chiefs and politics ». *Journal of African administration*, oct. 1959 : 201-210.
- (121) LUCHAIRE (François) — « Les grandes tendances de l'évolution politique ». *Revue française de science politique*, sept. 1959 : 578-597.
- (122) LUGARD (F.D.) — *The dual mandate in British tropical Africa*. — Edimburg, London, W. Blackwood and sons, 1922.

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

- (123) MACKENZIE (W.J.M.), ROBINSON (Kenneth) ed. — *Five elections in Africa*. A group of electoral studies. — Oxford, Clarendon press, 1960, XII-496 p., pl., cartes. Index.
- (124) MACKINTOSH (John P.) — « Federalism in Nigeria ». *Political studies (Oxford)*, oct. 1962 : 223-247.
- (125) MACLURE (M.), ANGLIN (D.) ed. — *Africa : the political pattern*. — Toronto, University of Toronto press, 1961, pp. 62-124. (Supplement n° 6.)
- (126) MAIR (Lucy P.) — « African Chiefs to-day ». *Africa*, juil. 1958 : 195-206.
- (127) MAIR (Lucy P.) — *Safeguards for democracy*. — London, Oxford University press, 1961, 90 p. (The new African library.)
- (128) MAIR (Lucy P.) — *Primitive government*. — Harmondsworth, Penguin books, 1962, 288 p.
- (129) MAQUET (Jacques J.) — « Une hypothèse sur les féodalités africaines ». *Cahiers d'études africaines* 2 (6), 1961 : 292-314.
- (130) MELADY (T.P.) — *Profiles of African leaders*. — New York, Macmillan, 1962, XII-186 p.
- (131) MICHEL (Serge) — *Uhuru Lumumba*. — Paris, R. Julliard, 1962, 271 p.
- (132) MIDDLETON (John) — « The role of Chiefs and Headmen among the Lugbara of the West-Nile District of Uganda ». *Journal of African administration*, janv. 1956 : 32-38.
- (133) MIDDLETON (John), TAIT (David) ed. — *Tribes without rulers*. Studies in African segmentary systems. — London, Routledge and Kegan Paul, 1958, XI-234 p., ill.
- (134) MILCENT (Ernest) — « Forces et idées-forces en Afrique occidentale ». *Afrique documents*, mai 1960 : 51-64.
- (135) MITCHELL (J.C.), EPSTEIN (A.L.) — « Occupational prestige and social status among urban African in Northern Rhodesia ». *Africa*, janv. 1959 : 22-40.
- (136) MULLER (N.) — « Une étape vers la démocratie ». *Problèmes d'Afrique Centrale* 6 (20), 1953 : 117-123.
- (137) MURACCIOLE (Luc) ed. — « Les Constitutions des Etats africains d'expression française ». *Revue juridique et politique d'outre-mer*. avr.-juin 1961 : 225-333 ; juil.-sept. 1961 : 439-512 ; oct.-déc. 1961 : 610-620.
- (138) NICOLLET (A.) — « La démocratie sous les tropiques ». *Cahiers de sociologie économique*, mai 1962 : 279-291.
- (139) NKRUMAH (Kwame) — *Ghana. The autobiography of Kwame Nkrumah*. — Edimburg, T. Nelson and sons, 1957, XVI-310 p., pl. h.-t., cartes.
- (140) NKRUMAH (Kwame) — *Autobiographie de Kwame Nkrumah* [Ghana. The autobiography of Kwame Nkrumah]. Traduit de l'anglais par C.L. Patterson. — Paris, Présence africaine, 1960, 295 p.
- (141) NKRUMAH (Kwame) — *I speak of freedom*. A statement of African ideology. — London, Melbourne, Toronto, Heinemann, 1961, XVI-291 p., pl., cartes. Index.
- (142) NYERERE (Julius) — « Le gouvernement à parti unique ». *Preuves*, déc. 1962 : 41-44.

Jacques Boyon

- (143) OGBALU (F.C.) — *Dr. Zik of Africa: Biography and speeches.* — Onitsha, 1958, 123 p.
- (144) « Opposition (L') en Afrique tropicale ». *Bulletin de la Commission internationale de juristes*, oct. 1962 : 8-15.
- (145) PRATT (R.C.) — « Die Zukunft der Demokratie im Afrika ». *Schweizer Monatshefte*, juil. 1961 : 426-435.
- (146) « Problème (Le) des chefferies en Afrique noire française ». *Notes et études documentaires* 2508, 10 fév. 1959, 24 p.
- (147) QUERMONNE (Jean-Louis) — « La sous-administration et les politiques d'équipement administratif ». *Revue française de science politique*, sept. 1959 : 629-666.
- (148) QUERMONNE (Jean-Louis) — « Les nouvelles institutions politiques de l'Afrique noire ». *Revue de l'Action populaire*, juin 1960 : 679-690.
- (149) QUERMONNE (Jean-Louis) — « Les nouvelles institutions politiques des Etats africains d'expression française ». *Civilisations* 11 (2), 1961 : 171-183.
- (150) RICHARDS (A.I.) ed. — *East African Chiefs. A study of political development in some Uganda and Tanganyika tribes.* — London. Faber, 1960, 419 p., ill., cartes.
- (151) RIDDELL — « Trade unionism in Africa as a factor in nation building ». *Civilisations* 12 (1), 1962 : 27-40.
- (152) ROTHCHILD (Donald S.) — *Towards unity in Africa. A study of federalism in British Africa.* — Washington (D.C.), Public Affairs press, 1960, viii-224 p. Index.
- (153) RUBIN (Leslie), MURRAY (Pauli) — *The Constitution and government of Ghana.* — London, Sweet and Maxwell, 1961, xvi-310 p. Index. (Law in Africa. 1.)
- (154) R. S. — « Où va l'Afrique noire ? ». II. Politique. *Bulletin S.E.D.E.I.S. (Futuribles)* 801, suppl. 2, 1^{er} nov. 1961 : 38 p.
- (155) SAINT CLAIR DRAKE — *Le gouvernement représentatif et les cultures et institutions des sociétés d'Afrique occidentale.* Texte ronéotypé d'une communication faite à la Conférence internationale du Congrès pour la liberté de la culture. Ibadan (mars 1959).
- (156) SAINT CLAIR DRAKE — « Traditional authority and social action in former British Africa ». *Human organization*, automne 1960 : 150-158.
- (157) SCHAPERLA (I.) — *Government and politics in tribal societies.* Josiah Mason Lectures delivered at the University of Birmingham. — London, Watts, 1956, 238 p. Bibliogr.
- (158) SEGAL (R.M.) — *Political Africa. A Who's Who of personalities and parties.* — London, Stevens and sons, 1961, ix-475 p.
- (159) SEGAL (R.M.) — *African profiles.* — Harmondsworth, Penguin books, 1962, 352 p., carte. Index. (Penguin African library. AP 1.)
- (160) SENGHOR (Léopold-Sédar) — *La nation et la voie africaine du socialisme.* — Paris. Présence africaine, 1961, 138 p.
- (161) SEURIN (Jean-Louis) — « La démocratie en Afrique noire ». *Revue de l'Action populaire*, juin 1960 : 691-706.

Pouvoir et Autorité en Afrique Noire

- (162) SHILS (E.) — « Political developments in the new States ». *Comparative studies in society and history*, avr. 1960 : 265-292 ; juil. 1960 : 379-411.
- (163) SLATER (Montagu) — *The trial of Jomo Kenyatta*. — London, Secker and Warburg, 1955, 255 p.
- (164) SMYTHE (H.H.) — « The problem of national leadership in Nigeria ». *Social research*, été 1958 : 215-227.
- (165) SMYTHE (H.H.), SMYTHE (M.M.) — « The new African leaders ». *Yale review*, hiver 1962 : 227-235.
- (166) SMYTHE (H.H.), SMYTHE (M.M.) — « The leaders of new Africa ». *Sociologia (São-Paulo)*, mars 1961 : 25-36.
- (167) SPIRO (H.J.) — « New constitutional forms in Africa ». *World politics*, oct. 1960 : 69-76.
- (168) SPIRO (H.J.) — *Politics in Africa. Prospects south of the Sahara*. — Englewood Cliffs (N.J.), Prentice-Hall, 1962, viii-184 p., cartes. Bibliogr. Index.
- (169) SUTTON (F.X.) — « Authority and authoritarianism in the new Africa ». *Journal of international affairs* 15 (1), 1961 : 7-17.
- (170) TANNER (R.E.S.) — « Local elections in Ngara, Tanganyika ». *Journal of local administration overseas*, juil. 1962 : 173-182.
- (171) THOMPSON (Virginia), ADLOFF (Richard) — *French West Africa*. — Stanford (Calif.), Stanford University press, 1957, 626 p., pl. h.-t., cartes. Bibliogr.
- (172) THOMPSON (Virginia), ADLOFF (Richard) — *The emerging States of French Equatorial Africa*. — London, Oxford University press, 1960, xii-595 p. Bibliogr.
- (173) TIMOTHY (Bankole) — *Kwame Nkrumah*. — London, G. Allen and Unwin, 1955, xiii-199 p., portr.
- (174) TOURÉ (Sekou) — *L'action politique du Parti démocratique de Guinée pour l'émancipation africaine*. — Conakry, Imprimerie nationale.
T. 1 — 1958, 206 p.
T. 2 — 1959, 319 p.
T. 3 — 1959, 480 p.
T. 4 — 1960, 390 p.
T. 5 — 1960, 438 p.
T. 6 — 1960-1961, 562 p.
- (175) TOURÉ (Sekou) — « Le leader politique considéré comme le représentant d'une culture ». *Présence africaine*, fév.-mai 1959 : 104-115.
- (176) TOURÉ (Sekou) — *Texte des interviews accordées à la presse par le président Sekou Touré*. Conakry, Imprimerie nationale, 1959, 158 p.
- (177) VAN LIERDE (J.) — « Témoignage : Patrice Lumumba, leader et ami ». *Présence africaine*, 1^{er} trim. 1961 : 112-119.
- (178) VARMA (S.N.) et al. — *Tanganyika : a background study*. — New Delhi, 1961, xv-124 p.
- (179) VERHAEGEN (E.) ed. — *Congo 1961*. — Bruxelles, Centre de recherche et d'information socio-politiques, 1962, viii-692 p., tabl.
- (180) VOISKIJ (D.A.) — *Patris Lumumba, geroj Afriki* [Patrice Lumumba, héros de l'Afrique]. — Moskva, Gosudarstvennoe izdatel'stvo politiceskoj literatury, 1961, 32 p.

Jacques Boyon

- (181) Vos (Pierre DE) — *Vie et mort de Lumumba*. — Paris, Calmann-Lévy, 1961, 259 p.
- (182) WALLERSTEIN (Immanuel) — « Ethnicity and national integration in West Africa ». *Cahiers d'études africaines*, oct. 1960 : 129-139.
- (183) WALLERSTEIN (Immanuel) — « L'idéologie politique du P.D.G. » *Présence africaine*, 1^{er} trim. 1962 : 44-56.
- (184) WALLERSTEIN (Immanuel) — *Africa : The politics of independence*. — New York, Vintage Books, Random House, 1961, 174-v p., cartes. Index.
- (185) *What are the problems of parliamentary government in West Africa ?* — London, The Hansard Society for parliamentary government, 1958, xiv-168 p.
- (186) WHITELEY (Wilfred H.) — « Political concepts and connotations », pp. 7-21 in : KIRKWOOD (Kenneth) ed. — *African affairs*. Number one. — London, Chatto and Windus, 1961, 164 p. (St Anthony's Papers. 10.)
- (187) WILLIAMS (B.A.) — « The prospects for democracy in Africa ». *Phylon*, juil. 1961 : 174-179.
- (188) WISHLADE (R.L.) — « Chiefship and politics in the Mlanje District of Southern Nyasaland ». *Africa*, janv. 1961 : 36-45.
- (189) WRIGHT (Richard) — *Puissance noire*. Traduit de l'américain par Roger Giroux. — Paris, Corrèa, 1955, 400 p.
- (190) ZOLBERG (Arestide R.) — « Effets de la structure d'un parti politique sur l'intégration nationale ». *Cahiers d'études africaines*, oct. 1960 : 140-149.
- (191) ZOLBERG (Arestide R.) — « L'école africaine de la démocratie ». *Preuves*, déc. 1962 : 44-46.